

## Bon, ça suffit ! Les conditions d'un mouvement social de réforme politique

Philippe Aigrain, 12 avril 2013, **Licence CC-by-SA**

Cet article est paru en deux parties sur mon blog les 9 et 12 avril 2013: <http://paigrain.debatpublic.net/?p=6947>, <http://paigrain.debatpublic.net/?p=7002>

Là, je lance franchement un appel à se ressaisir. Nous sommes face à deux phénomènes dont la conjonction nous conduit tout droit à une catastrophe politique et sociale: le système de gouvernement oligarchique et post-démocratique nous donne des preuves par tombereaux de ce qu'il ne sera réparable que si un mouvement de société très puissant lui impose ; et de leur côté les mouvements et pratiques sociales, pourtant très dynamiques, sont affectées de faiblesses structurelles qui, si elles ne sont pas dépassées très rapidement, rendent cette imposition sociétale d'un changement positif fort improbable. Donc diagnostic et appel au secours.

Les réactions à l'affaire Cahuzac, comme à bien d'autres qui l'ont précédée, sont accablantes. La classe politique et les médias invoquent la dérive morale des individus pour tenter de sauver de la vindicte populaire un système qui, lui, serait sain, cette dérive morale mise à part. En réalité, c'est la dérive systémique oligarchique et post-démocratique qui aboutit de façon secondaire à des phénomènes de corruption personnelle. L'oligarchie est le gouvernement par quelques-uns au profit de leurs propres intérêts et selon leur vision du monde. La spécificité de **l'oligarchie contemporaine** est que les quelques-uns concernés sont assez nombreux et occupent (souvent en rotation) des postes divers dans ce qu'on peut appeler un complexe politico-médiatico-militaro-financier. La nature **post-démocratique** du régime résultant se manifeste par le maintien des principales institutions démocratiques aux différentes échelles géopolitiques, mais dans des conditions où leur fonctionnement concret garantit la reproduction du régime oligarchique. J'ai dénoncé à répétition, et dans une relative indifférence la **corruption de la préparation de la décision politique** ou plus récemment celle des institutions. A chaque fois, les réactions reçues manifestaient une incompréhension de l'importance de cette corruption systémique ou une confusion entre celle-ci et la corruption d'individus. Récemment encore, en réaction à mon analyse de la dérive des institutions en matière de droits des auteurs, j'ai reçu des réactions défendant (mollement) les serviteurs honnêtes du système et soulignant le caractère corrompu de certains acteurs individuels. Or les pratiques de ces individus ne me paraissent mériter l'attention que parce qu'elles sont le produit extrême d'un dysfonctionnement systémique. Ainsi, pour reprendre un exemple que j'ai souvent commenté, les placements de la famille Fourtou en 2002 ne méritent un commentaire politique que parce que dans la période qui a suivi, le groupe Vivendi-Universal dirigé par Monsieur Fourtou a obtenu le statut fiscal du bénéfice mondial consolidé (un petit cadeau de 3,8 milliards d'euros) et Madame Fourtou a été la rapporteur et négociatrice avec le Conseil

européen de la directive sur le “respect des droits de propriété intellectuelle” au parlement européen. De la même façon, l’affaire Cahuzac et celles qui vont suivre ne sont que les effets de bord de pratiques détestables dans l’accès et l’exercice du pouvoir. L’acceptation par François Rebsamen d’accueillir les rencontres cinématographiques de l’ARP à Dijon après que celle-ci les ait retirées à Beaune dont le maire Alain Suguenot avait eu le malheur de défendre la licence globale, acceptation qui permet ensuite à François Rebsamen d’amener François Hollande annoncer à ces rencontres pendant les primaires qu’il n’abrogerait pas l’HADOPI, la réécriture clandestine par Pierre Moscovici de l’engagement 45 de François Hollande pendant la campagne ou la désignation de Pierre Lescure pour concevoir les politiques publiques en matière de culture et internet sont beaucoup plus significatives (pour ne parler que du “petit” domaine couvert dans ce blog). Le grand mouvement pour “moraliser la vie politique” et la résistance majeure à toute réforme d’ensemble qui atténuerait la corruption systémique ne nous laissent aucun espoir que cela va changer sans que nous l’imposions.

Or, si la société vibre de pratiques passionnantes, solidaires et créatrices, et bien sûr de réactions indignées, elle manifeste chaque jour, en particulier en France, son incapacité à constituer un mouvement social coordonné. C’est particulièrement évident en matière de soutien aux propositions de réforme constructive qui ont émergé chez ceux des intellectuels qui n’étaient pas occupés à justifier l’état des choses: **propositions de réforme fiscale** portées par Thomas Piketty, **politiques de la transition énergétique** portée par Négawatt ou 4D, **politiques des droits intellectuels, culturelles et d’internet** portées par La Quadrature du Net, Création-Public-Internet ou SavoirsCom1, reprise en main de la financiarisation portée par ATTAC ou Frédéric Lordon. Mais cela se manifeste également lorsqu’il s’agit pour des groupes divers de s’opposer ensemble à des politiques que, pourtant, chacun honnit. Ainsi des politiques aussi évidemment nuisibles que les accords de numérisation de la BNF ou l’ensemble loi sur les œuvres indisponibles / base ReLIRE donnent lieu à des invectives entre opposants ou tout au moins à une abstention de travail en commun très problématique.

Si l’on veut éviter le scénario **craint et annoncé par Bernard Stiegler** de l’accès au pouvoir d’une réaction identitaire, xénophobe et régressive, les mouvements sociétaux doivent apprendre d’urgence à être aussi efficaces que les défenseurs du système post-démocratique. Quelles en sont les conditions ? J’en identifie cinq :

- La capacité à se coaliser.
- L’identification d’un ensemble minimum de propositions de réforme radicale portées sans relâche.
- Le refus tenace de la violence et la continuation du débat avec les acteurs institutionnels.
- Un style d’action compatible avec une vie bonne.
- L’exploration quotidienne d’alternatives concrètes.

## La capacité à se coaliser

Dans son [analyse de la post-démocratie](#), Colin Crouch a souligné que la société civile citoyenne tend à y réagir en multipliant ce qu'il appelle des cause organisations, des organisations qui défendent une cause particulière. Ces organisations mobilisent aujourd'hui un nombre de citoyens actifs bien supérieur à ceux qui s'engagent de près ou de loin dans les partis politiques. Cet engagement est dispersé sur un grand nombre de sujets : solidarité avec les chômeurs, avec les migrants ou les étrangers, écologistes de différents types, relocaliseurs de l'économie, défenseurs de l'espace public contre la pollution publicitaire, défenseurs des libertés numériques, groupes luttant contre l'influence des groupes d'intérêt sur les politiques publiques, réformateurs fiscaux, organisations proposant des politiques de remise sous contrôle de la finance, promoteurs du partage de la culture et des connaissances, acteurs culturels et d'éducation populaire, promoteurs des monnaies alternatives, défenseurs du revenu minimum d'existence e tutti quanti. A l'intérieur même d'un domaine, des sensibilités et des intérêts particuliers se structurent avec souvent des incompréhensions ou des inquiétudes : voir par exemple déjà cités de la difficulté – relative – à coaliser défenseurs des auteurs contre les abus du droit des éditeurs et défenseurs des droits culturels des individus, ou les oppositions qui ont facilité l'enterrement provisoire de la propositions de taxe carbone du fait de l'invocation d'effets d'injustice sociale à l'égard de populations rurales ou péri-urbaines. Les tentatives de fédérer ces organisations ou initiatives sous une ombrelle commune, en particulier celles des forums sociaux, ont mobilisé des énergies importantes pour un résultat qu'il faut aujourd'hui considérer de façon très critique, principalement en raison du primat de l'idée d'organisation sur les activités des individus et du modèle promu du coup d'une organisation des organisations.

En réalité, la progression d'une coalition informelle des acteurs citoyens se fait bien plus à travers la participation de chacun à plusieurs des domaines d'activité, y compris de simples pratiques personnelles de solidarité, que par des mécanismes d'organisation fédératrice. Dans les pays où des mouvements conjoints significatifs apparaissent, comme l'Espagne, ils apparaissent sur ce fond de multiplicité des pratiques individuelles. Qu'est qui fait obstacle à la capacité d'agir coalisés (sur un enjeu clé à un moment donné, voir plus bas) ? D'abord l'idée que les actions spécialisées tireraient leur efficacité de cette spécialisation même qui les "dépolitise" et les soustrait donc au rejet du politique comme système. En acceptant d'adopter les causes des autres, on perdrait cette qualité non-politique. Chacun souhaite le ralliement des autres à sa cause mais craint de l'affaiblir en se "compromettant" avec celles des autres. Cette attitude fragilise dangereusement l'ensemble des causes concernées. Elle permet à ceux des politiciens qui ont une attitude cynique à l'égard de la prise et de la conservation du pouvoir de tenir pour insignifiantes les actions citoyennes. Dépasser cette situation ne peut résulter que d'une décision consciente de chacun. La possibilité de considérer comme siennes les causes défendues quotidiennement

par d'autres n'est pas multipliable à l'infini. Une coalition ne peut se constituer qu'autour d'un ensemble minimum de propositions.

### **L'identification d'un ensemble minimum de propositions de réforme radicale portées sans relâche**

L'idée de porter en France et en Europe un ensemble minimum de propositions dont l'effet conjoint recréerait les conditions sociales de la démocratie (et ouvrirait ainsi à des transformations futures sur d'autres sujets) ne posera sans doute pas de grands problèmes. C'est le choix de cette courte liste qui est difficile. On peut imaginer un processus du type agrégateur de propositions où des propositions seraient soumises sous une forme structurée et assez concise, puis agrégées pour regrouper les propositions réellement semblables et enfin soumises à une notation graduée (notation par chacun de leur niveau d'importance) massive. Mais ce type de processus n'a de véritable valeur que s'il fait suite à un débat sur quelques orientations stratégiques. Je voudrais discuter ici la question qui me paraît clé de l'équilibre entre propositions de politiques publiques et propositions de réforme institutionnelle, puis discuter le choix des propositions "candidates" à inclusion dans la liste.

Faut-il d'abord réformer les institutions pour régénérer la démocratie et rendre possible ainsi de nouvelles politiques ou imposer des changements urgents d'orientations de politiques qui créent une situation sociale plus acceptable et plus favorable à un changement institutionnel ? Beaucoup seront tentés de répondre "les deux à la fois". Mais alors comment combine-t-on ? Les réformateurs européens ont systématiquement fait le choix de privilégier la réforme institutionnelle, **retardant ainsi la création d'une vraie Europe politique**, c'est à dire d'une Europe qui débat et choisit ses politiques. En France même, la Convention pour la 6ème République a conduit un effort structuré aboutissant à des propositions intéressantes, avant que son fondateur ne les saccage en se ralliant à l'élection du président de la République au suffrage universel, puis en s'asseyant sur tout le reste. Plus récemment le Partido X en Espagne a également mis l'accent sur une **plateforme radicale de transparence et réforme démocratique**, qui il est vrai s'inscrit dans un projet plus général de réforme politique, assez peu explicite. Mon sentiment est que les conditions d'une réforme institutionnelle ne peuvent être installées que dans un nouveau rapport de forces construit par l'action pour des changements politiques. Il y a cependant un espace intermédiaire qui est celui des libertés numériques, d'internet et des médias, c'est à dire du maintien et de l'extension des outils d'expression, de coordination et d'action de la société civile citoyenne.

De quel genre de propositions partir pour en sélectionner quelques-unes. Si un processus collectif était organisé, il devrait à mon sens considérer avec une attention particulière les propositions qui ont été élaborées avec suffisamment de détail et exposées au débat public. J'en ai déjà listées quelques-unes **plus haut**, mais la liste des candidates potentielles est bien plus longue. On considérera

par exemple avec profit les propositions émanant de [Dominique Méda](#), de [Stefano Bartolini](#), de [Pierre Larroustou](#) ou dans d'autres registres de [Mireille Delmas-Marty](#). Au bout du compte, il ne s'agit cependant pas forcément de dresser un catalogue complet. Le but de sélectionner un petit nombre de propositions-leviers en étant certain qu'elles pourront être portées par des coalitions citoyennes larges n'est pas de résoudre tous les problèmes du monde. C'est de définir le contenu d'une insurrection pacifique et constructive. C'est tout autant le processus qui suivra ce choix qui sera porteur de changement social et de régénération démocratique.

Se pose enfin la question de savoir quelles types de propositions peuvent entrer dans le processus. Il faut ici une sorte de filtre constitutionnel qui empêche l'inclusion de propositions contradictoires avec les droits humains (universels) et les exigences de la justice. Une référence exigeante à la Déclaration universelle des droits de l'Homme pourrait constituer la base de ce filtre constitutionnel dont la mise en œuvre pratique demandera une procédure transparente. A l'opposé, il ne doit pas y avoir de tabous autres que ce respect. Ainsi, par exemple, des propositions d'institution d'un protectionniste européen qualitatif<sup>1</sup> doivent pouvoir être incluses dans le processus. Il appartiendra alors à chacun de juger de leur pertinence et leur degré d'importance prioritaire comme levier.

### **La continuation du débat avec les acteurs institutionnels et le refus tenace de la violence**

Ah là, je risque de perdre une partie des lecteurs qui m'ont suivi jusqu'ici. Comment puis-je affirmer d'une part que le système de gouvernement oligarchique et post-démocratique n'est pas réparable de l'intérieur et qu'il faut continuer à dialoguer avec ceux des acteurs ou employés de ce système qui sont ouverts à un tel dialogue ? Comment puis-je être conscient que ce système de gouvernement agit de façon violente à l'égard de ceux qui le contestent et le fera de façon croissante au fur et à mesure que cette contestation menacera son existence et pourtant rejeter totalement les pratiques violentes (à ne pas confondre avec la désobéissance civile) ?

Ma propre activité "dans les deux mondes", dans l'univers des politiques publiques ou au contact des activités programmatiques des partis d'un côté et au sein des activités citoyennes ou civiles de l'autre est un engagement constant. Ce n'est pas simplement parce que je l'ai fait longtemps que j'affirme qu'il faut continuer. C'est parce qu'il faut donner à chacun la chance d'être un transfuge vers le futur (merci à Sophie Wahnich de m'avoir transmis l'usage du terme transfuge à partir de sa connaissance de l'histoire de la révolution française et de sa pratique aujourd'hui). C'était le sens de [l'appel à ma génération](#) que j'ai lancé et il a cinq ans et que je vous invite à relire. Cet appel avait un grave défaut : il ne s'adressait qu'à des individus, il ne leur proposait pas de support

---

<sup>1</sup>En fonction des types de produits et de services, de leurs conséquences sociales et environnementales dans les pays d'origine et de destination, etc.

collectif au devoir d'expression que j'invoquais. Pour qu'il y ait des transfuges parmi tous ceux qui aimeraient, il faut qu'ils puissent se grouper et pouvoir compter sur notre reconnaissance.

Bien sûr, ma première motivation à rejeter la violence est tout simplement l'horreur que j'en ai, ma conviction qu'elle salit et affaiblit ceux qui la pratiquent. Que certains y pensent s'explique aisément par leur indignation<sup>2</sup>. Il est par exemple incroyable qu'à part quelques images sur Euronews, presque rien ne nous soit parvenu de la brutalité de la répression de manifestations pacifiques espagnoles ou portugaises. Mais c'est aussi tout simplement que ceux auxquels j'invite à s'opposer n'attendent que cela. Déjà qu'il y a le terrorisme, la guerre, la criminalité, les catastrophes, quelle bénédiction ce serait pour eux qu'on leur fournisse une opposition interne violente pour agiter plus encore la force de la peur.

### **Un style d'action compatible avec une vie bonne**

L'un des défis de l'action politique citoyenne contemporaine est que les valeurs même qui la portent conduisent à rejeter les comportements et le style de vie des militants politiques du siècle dernier. Dit simplement nous ne battons pas pour que chacun ait une vie bonne en commençant par ruiner la nôtre dans le sacrifice militant. Cela n'est contradictoire ni avec l'engagement, ni avec le courage (dont nul ne sait jamais d'avance s'il lui sera donné), mais cela fait peser de sévères contraintes sur l'organisation de l'action collective. Quelques pistes fragiles pour le contournement de la difficulté :

- considérer vie quotidienne, production ou échanges sociaux et action politique et comme facettes d'une seule et même réalité, hum . . . pas juste parce qu'on serait une seule personne,
- accepter l'inévitabilité de la multiplicité des organisations, la fragilité des appartenances mais sans renoncer à de grandes mobilisations conjointes,
- faire tourner dans le temps les investissements et les personnes ayant des responsabilités (limitation des mandats aussi pour l'action politique),
- considérer les activités créatives et expressives comme partie intégrante de l'action politique (attention, considérer l'écriture – par exemple – comme un acte politique, n'a rien à voir en général avec écrire politique).

---

<sup>2</sup>On lira à ce propos ce billet de Frédéric Lordon qui affirme notamment que les positions sur la violence sont révélatrices du statut social de ceux qui les formulent, de la distance qu'ils ont aux vies de désespérance ou de souffrance, ce qui ne fait pas de doute me concernant, mais ne suffit pas à rejeter mes arguments.

## **L'exploration quotidienne d'alternatives concrètes**

Là, je termine par les bonnes nouvelles. On a déjà commencé, et ça marche ... un peu, pas mal même dans certains domaines. Avant tout la construction des communs informationnels. Tous les trucs où il n'y a pas besoin d'attendre, il n'y a qu'à faire. Et si on s'y met à beaucoup, les résultats sont impressionnants : logiciels, savoirs, créations partagées et même matériels informationnels. Ces efforts butent certes sur l'inertie des usages, les coûts de changement et les réappropriation par des acteurs centralisés exploitant les effets de réseaux, des bénéfices de commodité, le commerce de la gratuité et surtout un cadre juridique et économique qui favorise outrageusement le marchand par rapport au non marchand, le propriétaire par rapport au commun, les organisations puissantes par rapport aux individus. Mais nous avons déjà accumulé des ressources immenses, porté la production non marchande à des degrés sans précédent, et acquis des savoirs-faire hélas encore trop peu partagés.

L'exploration d'alternatives concrètes ne se limite pas heureusement au monde numérique, elle se développe aussi dans la solidarité sociale et dans la réappropriation du produire. Elle se heurte alors à des contraintes de temps et d'impact sur d'autres aspects de la vie. Pourtant, même quand elles ne peuvent être pratiquées qu'à la marge, les pratiques de solidarité sociale comme le soutien scolaire, la solidarité financière amicale et intergénérationnelle, les échanges de voisinage, l'attention à la détresse ou la misère sont d'une importance extrême. Elles retissent ce que l'âge de la consommation, des industries culturelles ont séparé sans perdre l'émancipation des individus qui s'est construite dans cet âge. Le tissu ainsi créé est d'une certaine façon virtuel, il se manifestera un jour dans toute sa force si nous ne laissons pas le rejet de l'autre et la stigmatisation des boucs-émissaires recouvrir le possible.